

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CLÉMENT JUGLAR

Le rapport des naissances à la population donne-t-il la véritable impression de leur mouvement?

Journal de la société statistique de Paris, tome 41 (1900), p. 386-389

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1900__41__386_0

© Société de statistique de Paris, 1900, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV.

LE RAPPORT DES NAISSANCES A LA POPULATION DONNE-T-IL LA VÉRITABLE IMPRESSION DE LEUR MOUVEMENT ?

Partout s'étaient aujourd'hui les tableaux des chiffres que relève la statistique ; Ils doivent donc donner la peinture exacte de tous les mouvements au milieu desquels nous nous agitions, mais, selon la méthode ou le procédé que l'on adopte, le but cherché n'est pas toujours atteint.

Que pour établir un rapport de croissance ou de décroissance dans les mouvements de la population, mariages, naissances ou décès entre divers pays, on prenne les milliers auxquels ils peuvent s'élever, afin de les comparer aux millions de la population, c'est diminuer la valeur absolue du résultat, l'amoindrir aux yeux, et la différence que l'on cherche à mettre en lumière s'évanouit presque. On met, en effet, en présence un petit chiffre et un gros, des milliers avec des millions, ce qui trouble la comparaison, en réduisant les coefficients à des chiffres infimes

On éprouve cette impression en lisant le dernier rapport sur le mouvement de la population de la France en 1898 (1).

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris*, numero de janvier, p. 30.

Dans ce rapport, on remarque que le coefficient de la natalité pour 1898 s'est abaissé à 22,1 par 1 000 habitants, tandis que le coefficient de la moyenne décennale (1889-1898) est de 22,6; ainsi, la différence ne dépassant pas cinq dixièmes, il semble qu'il n'y aurait pas lieu de se plaindre, et, cependant, on ajoute que l'opinion publique s'est émue de l'état de stagnation de la population française.

Dans cette dernière période décennale, le nombre des décès, pendant quatre années, a dépassé de 10 000 à 38 000 le nombre des naissances. On insiste sur l'accroissement des décès et on signale la diminution de la natalité, 22,1 par 1 000, sans donner d'autre indication sur l'importance en moins du chiffre que celle des cinq dixièmes indiqués plus haut, et, cependant, si on cherche sur le tableau, on constate que les naissances totales de 1889 à 1895 se sont abaissées de 880 579 à 834 173, soit de 46 406, ce que ne pouvait faire soupçonner aux yeux du public la légère fraction déjà indiquée.

Le procédé en usage n'a rien que de très correct, tout en ne donnant pas ce que l'on pouvait espérer. Sans vouloir rien changer à la pratique ordinaire, on peut s'étonner de voir la précision que l'on apporte à formuler la natalité, quand on réfléchit un moment à la grossièreté d'un recensement comparée à la précision, à la rigueur, avec lesquelles on enregistre les naissances. Il y a là des chiffres certains que l'on met en présence de tous les hasards d'un recensement où se glissent, malgré les précautions qu'on y apporte, un certain nombre d'erreurs.

On se borne trop souvent, dans les tableaux statistiques, à grouper les chiffres par cinq ou dix années : or, cette réunion est des plus funestes, elle détruit toute l'harmonie des séries de chiffres. Si, en effet, on avait sous les yeux les éléments annuels, on pourrait reconnaître ces sériations. Dès qu'un chiffre maximum ou minimum a été atteint, une tendance contraire se manifeste, sous l'influence des causes si variées qui troublent ou favorisent la vie des peuples — épidémies, guerres, révolutions, crises, liquidations.

Ce sont les chiffres eux-mêmes qui parlent, et ils ne se classent pas par périodes de cinq ou dix années. Dans tous les cas, il est toujours instructif de remonter dans le passé; il est impie de couper les liens qui nous y rattachent, ce qui est ancien est seul matière et moyen d'enseignement; c'est là que nous puisons sans cesse et que nous devons toujours puiser. Sans doute, dans un rapport sur le mouvement de la population, il ne faut pas remonter au déluge; mais, puisqu'on prend une dizaine d'années, pourquoi ne pas, par quelques chiffres, étendre l'observation jusqu'en 1848, c'est-à-dire jusqu'à la seconde République, ce qui permettrait d'établir la comparaison, non pas avec quelques fractions décimales réparties sur des millions, mais avec les chiffres eux-mêmes.

Ces quelques chiffres, que nous croyons utile de rappeler, ce sont les chiffres maxima et minima des mariages, des naissances légitimes et des décès; nous n'insisterons ici que sur les naissances.

Années.	Naissances	
	maxim.	minim.
	Milliers.	
1855	937	838
1859		

Voici les chiffres caractéristiques Les naissances légitimes ont varié :

De 1848 à 1859. . .	de 838 000 à 937 000
De 1860 à 1870. . .	de 887 000 à 936 000

Après avoir fléchi à 928 000 en 1865, elles se relèvent encore à 931 000 en 1867, puis, déjà en 1869, elles ont fléchi à 877 000. Au milieu de ces oscillations, le chiffre minimum 838 000 s'observe bien au début, en 1855, puis les chiffres maxima apparaissent, 937 000 en 1859, 936 000 en 1863, 931 000 en 1867; le chiffre maximum se maintient presque.

Il en est de même pour les chiffres minima 838 000 en 1855, 887 000 en 1860, 928 000 en 1865, à 877 000 la baisse commence en 1869.

Sans insister davantage sur les décimales des coefficients, on voit que ces quelques lignes donnent un tableau fidèle et parlant du mouvement des naissances de 1848 à 1870.

Continuons le tableau en rappelant de même les oscillations des chiffres maxima et minima des naissances

Années	Naissances	
	maxim.	minim.
	Milliers	
1869	»	877
1871	»	761
1877	899	»
1895	»	760
1898	»	769

L'année 1869 nous donne déjà un chiffre en réaction sur le dernier maximum atteint en 1867 (931 000). Les naissances y sont déjà réduites à 877 000, et, malgré cette réduction, la guerre franco-allemande de 1870 va encore les abaisser à 761 000, soit de 116 000! Quelque grand que soit le chiffre, l'état de guerre l'explique.

Cet abaissement, dont la cause est visible, est suivi d'une vive reprise des naissances à 896 000 l'année suivante, en 1872, et même à 899 000 en 1877, pour réparer les vides produits par la guerre. Le dernier maximum de la période précédente s'élevait, en 1867, à 931 000. Nous restons donc toujours au-dessous et, depuis, le mouvement décroissant des naissances va prendre des proportions de plus en plus grandes : 851 000 en 1881, suivi d'une légère reprise à 866 000 en 1882, pour, de là, descendre à 766 000 en 1890, et, enfin, à 760 000 en 1895, encore au-dessous du minimum noté pendant la guerre, quoique, en 1893, il y ait eu un arrêt qui avait permis de voir reparaitre le chiffre de 808 000 naissances.

De 1895 à 1898, le dernier chiffre maximum de 808 000 naissances est abandonné; on oscille de 789 000 à 769 000. Ce sont donc, depuis 1890, des *diminutions annuelles de plus de 100 000 naissances*!

Dans les chiffres officiels de la natalité, en comparant les milliers de naissances aux millions de la population, ces diminutions ne sont plus *représentées* que par quelques *décimales* qui ne donnent pas l'impression du vide que cela produit dans la population, surtout quand on la compare à l'Allemagne et à l'Angleterre.

Que le public lise dans l'*Officiel* que le coefficient de natalité est de 22,1 par

1 000 habitants au lieu de 22,6 dans la période décennale 1889-1898, il ne pourra se douter que dans cette période il y a eu un maximum de 807 000 et un minimum de 760 000 naissances légitimes, et qu'en 1898 celles-ci ne dépassent pas 769 000, soit 38 000 naissances en moins sur le dernier maximum. Il ne s'agit plus des 936 000 de 1863, des 931 000 de 1867 ; nous descendons une pente qui indique un trouble profond dans les ménages et que le nombre des divorces n'explique que trop.

Au milieu d'une prospérité sans égale et d'un développement de la richesse publique qui dépasse les prévisions les plus aventureuses, il y a là un contraste dont on ne saurait trop se préoccuper, surtout avec un développement colonial qui réclame chaque jour de nouveaux colons.

Clément JUGLAR.
